

21- Comment les conseils économiques et sociaux analysent-ils la crise ?

Samedi 21 novembre 2009 / 9h30

Gothom ARYA

Président du conseil économique et social de **Thaïlande**.

Michel KAMANO

Président du conseil économique et social de la **Guinée**

Jacques DERMAGNE

Président du conseil économique, social et environnemental de **France**.

Robert TOLLET

Président du conseil économique et social de **Belgique**.

Un Conseil économique et social est une assemblée constitutionnelle consultative selon l'article 1, ordonnance du 29 Décembre 1958.

Par la représentation des principales activités économiques et sociales auprès des pouvoirs publics, le Conseil favorise la collaboration des différentes catégories professionnelles entre elles et assure leur participation à la politique économique et sociale du Gouvernement. Il examine et suggère les adaptations économiques ou sociales rendues nécessaires notamment par les techniques nouvelles. En France, le premier conseil économique et social fut créé en 1925 par Léon Jouault. Il en existe aujourd'hui 70 répartis dans le

monde entier et 4 nouveaux conseils sont établis chaque trimestre.

Vision de **Gothom ARYA**, président du conseil économique et social de Thaïlande.

La Thaïlande moderne a subi 2 crises économiques, la première étant la récession de 1997, la deuxième étant celle que nous vivons actuellement. Les deux crises connues par les Thaïlandais ont pour origine l'attribution trop facile de crédits liés à l'immobilier (marché de l'immobilier qui s'est effondré en Thaïlande en 1997 et en 2008 aux Etats-Unis).

En 1997 le PNB de la Thaïlande a diminué sur l'année (-1%) et a engendré une diminution des exportations. La crise de 1997 a permis aux Thaïlandais d'être plus réactifs lors de l'arrivée de la crise mondiale de 2008.

Chiffres de l'évolution du PNB et des exportations pour les années 2007 et 2008.

	2007	2008
PNB	4,9	1
Exportations	6,17	-12

Pour faire face à cette crise, 28 milliards d'euros (420 milliards de Baht) ont du être empruntés par l'Etat Thaïlandais afin de renflouer l'économie. Pour la Thaïlande qui est un pays émergent, cet argent a servi à assurer les minima de dépenses incompressibles dans les secteurs qui permettent le bon fonctionnement de l'économie Thaïlandaise. Ces secteurs sont pour la Thaïlande par ordre d'importance, l'agriculture, le système de santé, le



21- Comment les conseils économiques et sociaux analysent-ils la crise ?

Samedi 21 novembre 2009 / 9h30

tourisme, l'éducation. En plus de ce renforcement à court terme, l'Etat Thaïlandais a décidé d'adopter des mesures d'amélioration de sa compétitivité à long terme cette fois concernant les industries exportatrices.

En somme la volonté d'améliorer la balance commerciale a été un point évident de leur politique de développement à long terme (la Thaïlande ayant une balance commerciale mise à mal par l'importation de nombreuses matières premières).

La relance économique a eu pour effet d'augmenter les inégalités entre les riches et les pauvres. Dans le cadre de la reprise économique et de la surexploitation des ressources naturelles, la Thaïlande cherche à se positionner sur des développements durables. Pour cela, il convient donc de se poser des questions concernant le rapport de l'homme à la nature, sur les limites de la croissance ainsi que sur la réelle finalité de la surconsommation.

Pour tenter d'évoluer positivement dans une démarche responsable, la Thaïlande met l'éducation au centre des préoccupations pour permettre à ses futurs citoyens d'être à même de comprendre les enjeux de l'économie responsable.

Vision de **Michel KAMANO**, président du conseil économique et social de la Guinée.

La crise a eu un effet néfaste sur l'économie alimentaire du pays.

La baisse des investissements publics et privés a entraîné la chute de la production

agricole et a accru les besoins alimentaires de la population.

D'autre part, la crise a provoqué la baisse de l'offre mondiale. Le pétrole et le riz (élément principal de l'alimentation Guinéenne), ont vu leur prix augmenter.

Ceci a aggravé le déficit budgétaire de la Guinée et a créé une récession économique généralisée.

La crise a entraîné en surplus des pertes financières importantes. La raréfaction des flux financiers a limité la consommation et l'épargne, contribuant à la pauvreté des habitants.

La baisse des exportations a été d'autant plus néfaste pour l'économie du pays qu'elle a touché l'exploitation de la bauxite, qui constitue la principale richesse du pays. La baisse des revenus s'est fait durement ressentir dans le pays.

Enfin la crise a eu des conséquences sur la société guinéenne.

Les inégalités au sein de la population se sont encore creusées, les trafics de drogues et les conflits entre les populations se sont développés.

Les Guinéens s'appauvrissent alors que le pays est très riche : exploitations de bauxite, d'or et de diamants.

Le gouvernement promet dans un avenir proche des offres d'emplois, mais les conséquences de la crise compromettent le développement du pays.

En premier lieu, l'Education devrait permettre à ce pays de s'auto-suffire. Mais avec la pauvreté grandissante, les populations s'attachent en priorité à assouvir leurs besoins alimentaires.



21- Comment les conseils économiques et sociaux analysent-ils la crise ?

Samedi 21 novembre 2009 / 9h30

Le développement du pays doit être réalisé en interne dans un premier temps. Il faudrait obtenir une stabilisation macroéconomique du pays qui soit propice à l'investissement privé (ces derniers étant frileux à cause des précarités des pouvoirs en place).

Cette stabilisation nécessiterait d'avoir une gestion monétaire plus rigoureuse, une meilleure exploitation des ressources de minerais pour assurer l'indépendance économique du pays.

Il faudrait favoriser le respect des droits de l'homme en restant dans un régime démocratique approuvé par des élections transparentes.

Vision de **Jacques DERMAGNE**, Président du conseil économique, social et environnemental de France.

La crise est un désordre financier qui a entraîné une implosion des activités productives.

Elle fait prendre conscience à la population mondiale que les valeurs des hommes sont à réinventer : il est urgent de réduire les inégalités entre les Pays du Nord, les Pays du Sud et dans les populations au sein d'un même pays.

Pour arrêter l'effet domino des problèmes causés par la crise, il est nécessaire d'imposer la régulation du marché.

Le co-développement de la France avec les Pays du Sud, doit se faire non pas en leur apportant des aides en denrées alimentaires, mais en leur expliquant les moyens d'atteindre une production auto suffisante.

D'un point de vue social, le développement durable pourrait permettre de créer davantage d'emplois verts et d'enrayer la baisse du chômage. Il faudrait également organiser le dialogue entre patrons et employés afin d'éviter les conflits sociaux.

De nouveaux objectifs sociaux sont à atteindre dans l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation, l'agriculture et en particulier dans l'industrie qui occupe une place essentielle dans le système économique actuel Français.

Vision de **Robert TOLLET**, président du conseil économique et social de Belgique.

La crise est très complexe, c'est ce qui effraie les investisseurs car il y a un manque de visibilité à moyen et long terme.

De plus, le système d'aujourd'hui n'est certainement pas une finalité en soi, l'économie de marché ne se régule pas correctement à elle seule, l'intervention de l'Etat est nécessaire pour rétablir les équilibres économiques et financiers. Cette crise nous permet donc de voir les failles de notre système. Une piste au redressement de la situation se fera grâce à la responsabilisation face à des problèmes de ressources énergétiques. Néanmoins un travail en collaboration avec les pays du Sud est nécessaire pour qu'il y ait une réelle évolution de la situation face aux ressources énergétiques.



21- Comment les conseils économiques et sociaux analysent-ils la crise ?

Samedi 21 novembre 2009 / 9h30

Les rendements du capital ne peuvent pas être disproportionnés par rapport à la création de richesse. Même si il faut passer par une baisse d'attractivité des produits financiers, il faut voir un profit à long terme.

Une interrogation est émise sur la propension des Etats à vivre au dessus de leurs moyens. En effet les conséquences de la dette sont mal connues car les pays auprès desquels les Pays du Nord s'endettent sont des pays en pleine croissance économique, relativement instables dans leur évolution politique.

De plus le poids de la dette est à ce jour relativement faible du fait des taux d'intérêts bas du moment. Que se passera-t-il lorsque les taux d'intérêt des emprunts repartiront à la hausse ?

Une autre problématique soulevée par la crise est l'extension du chômage qui touche près de 9 % des actifs en ces temps particulièrement difficiles. Le chômage risque d'augmenter encore dans les 6 prochains mois, bien que le rythme des pertes d'emplois ait de fortes chances de ralentir.

Ceci s'explique en partie grâce à la prise de précautions des entreprises elles mêmes dans la gestion de leurs financements.

Le pouvoir d'achat des citoyens est le point suivant qui devient problématique. En effet avec l'augmentation du chômage, le pouvoir d'achat aura du mal à se maintenir à un niveau constant malgré les tentatives de relance par l'Etat. L'économie risque de continuer de pâtir

de la baisse du pouvoir d'achat dans les prochains mois.

Grâce à l'aide de l'Etat, certaines grandes banques Belges (Fortis et Dexia) ont été sorties d'affaire. Du côté des entreprises la forte syndicalisation à la base du dialogue social entre patrons et employés a permis aux entreprises belges de trouver, dans la mesure des finances de ces entreprises, des compromis entre ces deux parties grâce à des concessions réciproques raisonnables. Les taux de syndicalisation dans les pays nordiques se situent à hauteur de 70% des actifs.

La crise, a touché, de manière plus ou moins importante, l'ensemble des pays du monde sur les plans économiques, financiers et sociaux.

Sur le plan économique, la réduction des investissements est généralisée ce qui va à l'encontre de la croissance et des exportations.

La hausse du chômage s'est également fait ressentir, creusant davantage les écarts entre les populations.

Le co-développement des Pays du Nord avec les Pays du Sud et la régulation du marché semble nécessaire, bien que la politique de « rénovation » doive être adaptée pour chaque pays.